

La naissance du Parti socialiste à Genève

Autor(en): **Vuilleumier, Marc**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **5 (1988)**

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-520210>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La naissance du Parti socialiste à Genève*

par Marc VUILLEUMIER

La naissance du Parti socialiste à Genève survient en une période de transformation profonde de l'économie, de la société, des institutions, des partis politiques et des mentalités. Au lendemain de la révolution radicale de 1846 et des années de crise qui avaient suivi, la ville avait connu une période d'extension et de développement rapide. La démolition des fortifications qui l'enserraient, la construction de nouveaux quartiers, l'essor de l'horlogerie et de la bijouterie, l'apparition, encore très timide, de quelques industries nouvelles avaient complètement transformé l'aspect de la cité. Attirés par l'essor économique, nombreux étaient ceux qui étaient venus s'y fixer, des régions voisines mais aussi de beaucoup plus loin. Malgré les crises cycliques de surproduction, malgré quelques difficultés dues aux guerres, la marche des affaires n'avait cessé de progresser jusqu'en 1873-1874. A ce moment, avait commencé une nouvelle période d'une vingtaine d'années, la grande dépression, qui se caractérise au contraire, comme dans le reste de l'Europe, par une croissance économique ralentie, par une stagnation coupée de crises nombreuses et profondes. C'est la principale industrie genevoise qui est plus particulièrement frappée : la «Fabrique» d'horlogerie et de bijouterie. Ainsi nommait-on la nébuleuse de petits ateliers à caractère artisanal et souvent familial qui concouraient à la fabrication de la montre. Genève, plus particulièrement spécialisée dans le haut de gamme, pouvait de moins en moins lutter contre la jeune industrie américaine et sa production standardisée en fabriques.

De plus, le Jura neuchâtelois et bernois, placé devant les mêmes problèmes, avait réagi plus rapidement, s'était adapté et concurrençait à

son tour Genève. Aussi l'horlogerie de cette ville devra-t-elle, à son tour, pour subsister, se restructurer, c'est-à-dire passer du petit atelier aux fabriques et à la production standardisée. Cela ne se fera pas sans peine car c'était, pour ces ouvriers très qualifiés, la perte d'un métier et de ses avantages. Le passage de l'atelier à l'usine signifiait bien souvent un salaire moins élevé, la disparition d'une certaine autonomie et surtout celle de la maîtrise sur son travail.

Mais cette diminution massive du nombre des horlogers traditionnels, les «cabinotiers», ne sera qu'en partie compensée par l'augmentation de ceux qui travaillent en fabrique; plus jamais l'horlogerie genevoise n'atteindra les effectifs qu'elle avait connus aux derniers temps de sa splendeur, dans les années 1860 (5 à 6'000 personnes).

Après l'effondrement catastrophique des années 1874 et suivantes, le nombre des personnes employées dans cette branche se stabilisera entre 2'200 et 2'400 jusqu'en 1914. Ce seront en majorité des ouvriers de fabrique et le cabinotier traditionnel tendra de plus en plus à disparaître.

A côté de l'horlogerie, d'autres industries, elles, sont en pleine expansion: la métallurgie et la construction mécanique tout d'abord, dont, dès la fin du siècle, les effectifs dépassent ceux de l'horlogerie, tandis qu'apparaissent les premières entreprises chimiques. Le développement industriel, l'augmentation de la population (la ville passe de 70'000 habitants en 1880 à 75'000 en 1888 et 97'000 en 1900), les chantiers hydrauliques (Forces motrices, usine électrique de Chèvres), les travaux d'urbanisme provoquent l'essor de l'industrie du bâtiment, dont les effectifs ont plus que doublé durant les douze dernières années du siècle.

Ces transformations économiques entraînent donc d'importants changements dans la classe ouvrière. Jusqu'à la fin des années 1870, c'étaient incontestablement les travailleurs de l'horlogerie qui en avaient constitué l'épine dorsale; ce sont eux qui, avec les typographes et quelques autres professions relativement qualifiées, avaient fourni l'essentiel des militants du mouvement ouvrier, à l'époque de la première Internationale. A partir des années 1880, les choses commencent à changer; l'essor de la métallurgie et des métiers qui lui sont liés attire nombre d'ouvriers alémaniques; celui du bâtiment, après avoir épuisé le réservoir de main-d'oeuvre que formait le Faucigny voisin, draine vers Genève, en rangs de plus en plus serrés, terrassiers et maçons du nord de l'Italie. C'est le début d'une immigration qui ne fera que s'accroître jusqu'à la première guerre mondiale (8,3% des étrangers à Genève en 1888; 19,4% en 1888; 23,8 % en 1900).

Les organisations ouvrières, qui avaient connu un remarquable essor à l'époque de la première Internationale, se sont affaiblies à cause des crises

économiques et de la longue dépression; néanmoins un bon nombre des syndicats subsistent, même avec des effectifs réduits. Les luttes revendicatives, qui avaient disparu durant ces années si défavorables, commencent à reprendre avec l'amélioration de la conjoncture, dès 1890. Dans le domaine politique également, les années 1885-1895 constituent une période de transition. La démocratie représentative, issue de la révolution radicale de 1846, perd quelques-uns de ses traits essentiels sous l'assaut conjugué de ses adversaires démocrates (conservateurs protestants) et catholiques. L'adoption du référendum (1879) puis du droit d'initiative (1890) la transforme en démocratie semi-directe, en conformité avec une évolution générale dans le reste de la Suisse. Le vote en 24 cercles distincts puis à la commune (1886) met fin aux scènes tumultueuses qui ponctuaient la vie politique genevoise, quand tous les électeurs du canton votaient au Bâtiment électoral. Enfin, en 1892, l'adoption de la représentation proportionnelle au Grand Conseil va permettre un reclassement des forces politiques et la disparition du bipartisme qui avait dominé jusqu'alors : n'étant plus obligés, à cause du scrutin majoritaire, de se regrouper et de s'allier à d'autres, les divers courants politiques vont pouvoir se présenter seuls, sous leur propre drapeau, devant les électeurs. C'est ainsi que les catholiques vont se constituer en «parti indépendant» et se séparer des conservateurs protestants (le parti démocrate) avec lequel ils avaient jusqu'alors fait liste commune. C'est ainsi que, dans l'autre camp, comme nous le verrons plus en détail, les socialistes se détacheront des radicaux, tandis que, chez ces derniers, des scissions donneront naissance à d'éphémères partis.

Ces restructurations institutionnelles et leurs conséquences sur la configuration des forces politiques ont également leur pendant à l'intérieur de celles-ci. Le radicalisme genevois avait conservé, depuis ses débuts, dans les années 1830-1840, une composition très populaire. Il s'était appuyé sur le Faubourg de Saint-Gervais, où se trouvait l'essentiel de la «Fabrique» d'horlogerie et de bijouterie, contre la ville haute, siège de l'aristocratie financière. Traditionnellement, les radicaux se présentaient comme les défenseurs des intérêts populaires, de ceux des ouvriers et des petits patrons horlogers contre la finance conservatrice, à laquelle ils reprochaient de ne pas investir dans l'industrie nationale. Durant tout le XIXe siècle, ils ne cessent de prôner le progrès économique, le développement industriel et de reprocher à la banque genevoise et aux hommes politiques qui lui sont liés de le freiner en préférant placer leurs capitaux à l'étranger et spéculer plutôt que de soutenir les industries nationales.

Peu importe ici de savoir dans quelle mesure ces accusations étaient justifiées ou non; ce qu'il faut relever, c'est qu'elles avaient trouvé, au sein de la

«Fabrique» des oreilles complaisantes et avaient gagné aux radicaux un électorat des plus fidèles. Malheureusement, le déclin numérique de l'horlogerie tendait aussi à le réduire. Aussi les radicaux des années 1880-1890, faisant feu de tout bois, accusaient leurs adversaires de défavoriser volontairement l'industrie genevoise, de freiner son développement, d'empêcher l'implantation de nouvelles usines par peur de voir augmenter le nombre des ouvriers et des industriels.

Ces thèmes, repris des décennies durant, avaient laissé des traces profondes dans la mentalité populaire et ouvrière. Pour elle, radicalisme, progrès matériel, ouverture vers le monde, perspectives d'amélioration allaient de pair et s'opposaient aux conceptions étriquées des conservateurs. Cette dichotomie se transposait dans l'image que l'on se faisait des comportements et des attitudes personnelles, donnant naissance à de véritables stéréotypes : le radical est le bon vivant, ouvert, généreux, volontiers frondeur; il s'identifie à l'image traditionnelle que l'on se fait du «cabinotier» de Saint-Gervais. Le conservateur, au contraire, est le «mômier» moralisateur, méprisant les plaisirs de la vie (quitte bien sûr à y goûter en cachette, en bon hypocrite qu'il est, en «jésuite protestant»), ennemi de tout ce qui est nouveau.

Cependant le radicalisme de 1885-1890 n'est plus celui de James Fazy, bien qu'il continue à s'en réclamer. Alors que ce dernier avait, lors de ses luttes contre les conservateurs protestants, réussi à se rallier les masses populaires catholiques, ce qui n'avait pas manqué de lui poser quelques problèmes avec ses partisans, ses successeurs, dans les années 1870, avaient, eux, mené le combat contre l'«ultramontanisme», suscitant de toutes pièces une Eglise catholique nationale, opposée à la romaine. Ce Kulturkampf avait déclenché un conflit religieux qui subsistera jusqu'au XXe siècle et ne sera définitivement résolu qu'avec la séparation de l'Eglise et de l'Etat, en 1907. Dans les années 1880 et au début des années 1890, le conflit a perdu de son acuité, mais demeure encore à l'ordre du jour. A son origine, un sentiment de crainte, largement répandu dans la population protestante, à l'égard du catholicisme et de son essor démographique, dû essentiellement à l'immigration (alors qu'ils formaient 81,2% de la population du canton en 1822, les réformés n'en constituent plus que 48,3% en 1888, les catholiques les surpassant depuis 1880).

Cette peur devant la montée d'un «ultramontanisme» volontiers triomphaliste s'accompagne d'un certain nationalisme : le catholique demeure l'étranger; le protestantisme, lui, est considéré comme l'élément essentiel de la «nationalité genevoise»; c'est lui qui a fait, dans le passé, l'originalité et la grandeur de la petite République, qui lui a valu sa place dans l'Histoire.

Ce sentiment, très vivace dans la première moitié du XIXe siècle, a perduré durant toute la période faziste pour éclater, en 1870-1873, en un véritable mouvement de réaction, non seulement à l'égard de l'Eglise romaine, mais également, d'une manière beaucoup plus générale, à l'égard des bouleversements entraînés par l'essor économique et démographique des vingt années précédentes, qui avaient si profondément transformé le visage de la vieille Genève.

Or cette idée d'une «nationalité genevoise» fondée sur le protestantisme était profondément ancrée dans les milieux populaires de Saint-Gervais. Certes les cabinotiers étaient tout sauf des modèles de piété; mais, même s'ils ne fréquentaient pas beaucoup les temples, ils demeuraient attachés à leur Eglise, à leur confession et à leur petite patrie, les trois formant, à leurs yeux, un tout indissociable. D'où leur soutien au Kulturkampf et l'attachement d'un certain nombre d'entre eux à ceux qui, au sein du radicalisme, en incarnaient l'esprit jusque dans les années 1890.

En effet, à partir des années 1880, sous l'influence de Georges Favon, la majorité du radicalisme genevois fait passer au second plan la lutte contre l'ultramontanisme pour porter l'essentiel de son attention vers les réformes sociales. Elles avaient été négligées dans les années 1870 et, antérieurement, James Fazy, malgré quelques mesures circonstancielles (travaux de chômeurs) ne s'y était guère intéressé : l'essor économique les rendait moins pressantes qu'après 1880. Dès lors, le chômage persistant, les problèmes sociaux posés à l'étranger et en Suisse par les grands centres industriels mettent partout la réforme sociale à l'ordre du jour. Certes Genève n'est pas touchée par la grande industrie; néanmoins on prévoit que la ville ne demeurera pas toujours à l'écart de ce phénomène. D'ailleurs les problèmes sociaux s'y posent déjà : alcoolisme, logements malsains, santé publique, situation des femmes salariées, prostitution, chômage, etc.

Un Georges Favon y est particulièrement sensible et, dans ses articles du *Genevois*, ne cesse de revenir sur la nécessité de profondes réformes sociales. La démocratie politique étant établie pour l'essentiel, il s'agit de l'étendre au domaine économique afin d'assurer l'existence de ceux qui n'ont que leur travail pour vivre. C'est, à ses yeux, la seule manière de prévenir les graves troubles sociaux qu'il voit poindre à l'horizon. C'est en même temps une façon de renforcer la démocratie en la rendant plus attractive pour les masses ouvrières en les intéressant directement à son fonctionnement et à son développement, en les y intégrant.

Pour cela, Favon n'hésite pas à lancer des idées particulièrement hardies. Pour lui, l'Etat républicain et démocratique, en tant que représentant des intérêts généraux, a une mission sociale qui augmente sans cesse et qui doit



Georges Favon (rad.) 1843-1902.

se substituer aux initiatives individuelles, bien insuffisantes. Pour cela il fallait : «Diminuer la dangereuse prépondérance des gros capitalistes en leur enlevant la disposition des principaux instruments du travail social; créer, à côté de la propriété individuelle, une importante propriété collective par la nationalisation des chemins de fer, de toutes les grandes entreprises de transport, des mines, de toutes les forces motrices naturelles, des grandes usines». Cette citation d'une brochure de 1893 pourrait être corroborée par de nombreuses autres, tirées de ses articles quotidiens du *Genevois*. Il a même envisagé, parfois, la nationalisation des grandes banques. Ces vues hardies étaient tempérées par un solide sens des réalités qui permettait à Favon d'avancer un certain nombre de réformes politiques immédiatement réalisables. C'est ainsi qu'il avait été, en 1882, l'initiateur des tribunaux de prud'hommes à Genève; qu'il défendit divers projets d'assurances sociales, entre autres le principe d'une assurance maladie obligatoire (non réalisé jusqu'à présent !). Malgré l'esprit de Kulturkampf qui imprégnait encore les milieux radicaux, il n'avait pas hésité, en 1888, à déposer, conjointement avec le conseiller national grison Caspard Decurtins, le principal représentant du catholicisme social, une motion invitant le Conseil fédéral à prendre l'initiative d'une conférence internationale pour l'étude et l'adoption d'une législation internationale du travail. La Suisse qui, à l'époque, était à l'avant-garde en cette matière, devait s'assurer du respect de normes identiques dans les autres pays industriels, si elle ne voulait pas voir son industrie défavorisée par rapport à la concurrence étrangère.

Par sa politique sociale, Favon espérait surmonter les clivages provoqués par le Kulturkampf et regagner une partie de l'ancien électorat catholique du parti radical. Mais, à Genève, la situation était encore trop tendue; le *Courrier de Genève*, sous la direction de l'abbé Jeantet, demeurait crispé sur ses positions de combat pour la défense de l'Eglise et le rétablissement de ses droits.

Autre élément primordial des réformes défendues par Georges Favon : le système des syndicats obligatoires. Il se fondait sur l'expérience de l'horlogerie du Jura et sur celle de la broderie de la Suisse orientale, où l'on avait tenté, durant quelques années, de constituer des organisations mixtes de syndicats ouvriers et patronaux, afin d'assurer aux travailleurs des conditions de travail identiques et de «discipliner» des industries fondées sur le petit atelier et très sensibles aux aléas de la conjoncture. On avait espéré ainsi freiner l'expansion «sauvage» suivie, au premier retournement, par les faillites. Malheureusement, tant du côté ouvrier que patronal, l'organisation professionnelle n'avait pas réussi à s'assurer une représentativité suffisante pour rationaliser la production et la régulariser. L'expérience s'était donc soldée par un échec.

D'où l'idée de Favon : donner un caractère obligatoire tant à l'organisation qu'aux décisions arrêtées par celle-ci. Malgré les stipulations constitutionnelles relatives à la liberté du commerce et de l'industrie ainsi qu'à la liberté d'association, Favon réussit à faire adopter son projet par son parti et à le présenter en son nom au Grand Conseil, en 1891, où, finalement, il fut abandonné. Entre temps, son auteur l'avait fait accepter par la Fédération ouvrière suisse (organisation faïtière rassemblant syndicats, associations ouvrières et populaires catholiques et Grütli, subventionnée par la Confédération). Des socialistes comme Greulich et Seidel, d'abord très réticents, avaient fini par s'y rallier.

On comprend qu'à plusieurs reprises les socialistes aient reproché à Favon de demeurer radical et de ne pas rallier franchement leur parti. «Je pense au contraire, écrivait-il en 1895, que mon devoir est de rester jusqu'au bout fidèle au radicalisme genevois, qui a déjà tant fait pour l'émancipation morale et matérielle des petits, et de travailler avec ceux qui partagent mes idées à orienter ce grand parti historique du côté des progrès nouveaux. C'est lui qui a créé à Genève la liberté et l'égalité politiques : à lui de préparer à leur tour l'indépendance et l'égalité sociales. Certes un grand nombre de radicaux sont moins ardents que d'autres à aborder les réformes économiques, mais c'est aux plus résolus de les convaincre et de les gagner [...]. Radical et socialiste je suis et je reste.»

A sa mort, en 1902, Charles Naine écrira : «Par ses principes et ses idées sociales et politiques, il était des nôtres, car il connaissait trop notre société économique pour ne pas comprendre son cheminement inévitable vers le collectivisme. Par son programme et son action, il était encore radical. Il était comme Jaurès (quoique à un degré différent) un représentant de cette bourgeoisie qui vient à nous par l'intelligence et le cœur, mais dont les habitudes de vie sont trop peu prolétariennes pour qu'ils puissent se donner entièrement et pratiquer en tout notre façon de voir et de lutter. De tels hommes sont l'expression d'une phase nécessaire de l'évolution, phase sans doute trop courte pour qu'ils doivent être remplacés. Nous leur devons une pensée de gratitude quand ils ont su remplir leur rôle comme Favon».

On pourrait faire quelques réserves sur ce jugement, mais nous le citons car il est tout à fait caractéristique de l'attitude des socialistes à l'égard de l'homme politique genevois. Il laisse bien deviner leur désarroi face à sa personnalité si complexe qui échappait aux classifications et dont le rôle constituait pour eux à fois une aide et un handicap, puisque cet allié maintenant, sous le drapeau radical, un électorat potentiellement socialiste.

Si les radicaux se montraient attentifs à la question sociale, ils n'étaient pas les seuls. Au sein du protestantisme genevois, en rapport avec un courant

analogue en France, s'était constituée, en 1888, à l'initiative du pasteur Henri Roehrich, une Société pour l'étude pratique des questions sociales. A ses débuts, «évolutionnistes, socialistes de toutes couleurs, anarchistes de toute origine s'y rencontraient». Elle chercha à «faciliter la rencontre des ouvriers pour leurs intérêts» en ouvrant une Chambre de travail et un Cercle ouvrier, qui ne subsistèrent pas longtemps. Plus durable fut le Bureau du travail, un office de placement qui sera subventionné par l'Etat et diverses institutions. Discussion et analyse des problèmes sociaux, action en faveur de l'organisation des ouvriers, des coopératives, lutte contre l'alcoolisme, mais dirigée essentiellement contre les conditions sociales qui le favorisaient, défense des intérêts féminins et combat contre l'exploitation du travail des femmes, tels sont les traits essentiels de ce groupement dont l'apogée se situe au début des années 1890. Certains de ses membres évolueront vers le socialisme chrétien, d'autres se retrouveront dans les rangs du Groupe national, en 1894, une dissidence du parti démocrate qui rassemblait des éléments intéressés par les questions sociales, la lutte contre l'immoralité sous toutes ses formes et qui se signalera par son moralisme et son piétisme «mômier». Mais la Société pour l'étude pratique des questions sociales, elle, s'est toujours tenue à l'écart de la politique de parti et, à ses débuts tout au moins, a constitué une espèce de forum ouvert à tous. Elle a ouvertement favorisé l'organisation ouvrière, cherchant à travailler avec les syndicats, à favoriser leur développement. C'est elle qui, en mars 1889, prit l'initiative de convoquer leurs présidents, ainsi que ceux des autres sociétés ouvrières, pour envisager la formation d'une Fédération. L'idée fut reprise et soutenue par le journal ouvrier *La Voix du Peuple*; les réunions se succédèrent durant tout le printemps et l'été et aboutirent, à l'automne, à la fondation définitive de la Fédération des sociétés ouvrières de Genève, première organisation représentative de l'ensemble des ouvriers organisés.

Ce rassemblement se faisait en dehors de toute prise de position politique et n'avait pas encore élaboré le moindre programme de revendications. L'accord s'était fait sur la simple reconnaissance par tous de la nécessité de l'union ouvrière, de la concertation mutuelle en vue d'élaborer en commun des projets de réformes sociales. La Fédération allait se développer suivant sa propre logique, tout à fait indépendamment de ses initiateurs. On relèvera aussi le rôle tout à fait secondaire des socialistes. Ils sont probablement présents dans un certain nombre de syndicats, surtout ceux à composante alémanique (tailleurs, cordonniers, etc.), mais le mouvement ouvrier réel, tel qu'il existe alors à Genève, n'est aucunement socialiste.

A côté des syndicats, il y a bien un parti ouvrier. C'est d'abord le Parti du Peuple travailleur, né au début des années 1880. Il ne paraît pas avoir dé-

ployé une grande activité en dehors des périodes électorales où il s'efforçait de placer quelques-uns des siens sur la liste radicale. Dès le printemps 1886, il est supplanté par une autre formation, d'une coloration socialiste encore moins marquée, le Parti national ouvrier, et disparaît peu après au profit de son rival. Aux élections municipales du printemps 1886, puis, en automne, à celles du Grand Conseil, le Parti national ouvrier (PNO) fit porter ses candidats sur les listes radicales et s'assura ainsi 8 sièges au Conseil municipal et une dizaine au Grand Conseil. Son programme électoral, souvent peu précis, ne se distingue guère de celui des radicaux. Dans les conseils, les élus ouvriers n'auront pas une grande activité, leur autonomie à l'égard de la fraction radicale étant nulle tandis que leur inexpérience les empêchait de s'affirmer.

En fait, le PNO se rattache à la mouvance radicale. Lors du quarantième anniversaire de la glorieuse révolution, le 9 octobre 1886, un grand nombre de ses membres prennent part au banquet radical et l'un d'eux, le député Rodolphe Wintsch, ouvrier de la Fabrique, y va de son toast à la patrie «en s'associant de cœur à toutes les généreuses aspirations exprimées par les divers orateurs de l'assemblée». Peu auparavant, le PNO, comme les radicaux, s'était opposé à la loi sur le vote à la commune, prétendant que c'était un obstacle à son programme de réformes sociales.

Un autre épisode illustre bien cette hégémonie radicale sur le mouvement ouvrier genevois. C'est l'inauguration du monument érigé par souscription internationale sur la tombe du vieux révolutionnaire Johann Philipp Becker, mort en 1886. La manifestation, en mars 1889, devait avoir un caractère international, conforme à toute l'existence et à l'action de cet infatigable militant. Wilhelm Liebknecht, venu de Berlin, devait parler au nom des socialistes allemands, tandis que le socialiste genevois Louis Héritier s'exprimerait au nom du «groupement socialiste de Genève» et des socialistes blanquistes de Lyon. Comme autre orateur genevois : Georges Favon, qui, tout en rendant hommage au caractère modéré et conciliant de Becker, développa ses idées habituelles. Si l'intervention de Liebknecht ne suscita aucune réaction particulière, il n'en alla pas de même de celle d'Héritier, qui, au passage, s'en était pris aux mesures répressives à l'égard des réfugiés et à la police politique, avait appelé les socialistes allemands à se montrer solidaires des socialistes français en cas de guerre entre les deux nations et avait terminé par une évocation de la Commune de Paris (c'était la veille de son 18ème anniversaire). Mais surtout, et c'est peut-être bien l'origine des critiques radicales, il avait fait de Becker «un exemple pour les socialistes avancés qui doivent résister énergiquement au système de séductions employé par les classes dirigeantes pour subordonner et enchaîner le mouvement ouvrier». On comprend que le Genevois ait déploré ce «discours quelque



*Johann Philipp
Becker*

peu violent», cette «intempestive de la Commune de Paris», cette «harangue violente et maladroite», dont «la note discordante [...] n'a eu d'écho que chez les anarchistes».

Bien entendu, le *Journal de Genève* se fit un malin plaisir de reprocher à Favon d'avoir joint sa voix à celle des révolutionnaires pour ensuite, dans son propre quotidien, donner de son allocution des versions de plus en plus modérées : «encore quelques jours, et ce sera un discours conservateur», ironisait l'organe démocrate en expliquant que ce politicien retors cherchait à capter les voix socialistes et ouvrières tout en conservant celles de son électorat traditionnel : «Comme M. Boulanger, M. Favon possède une clientèle chèvre et une clientèle chou qu'il faut ménager toutes les deux».

Mais laissons cette polémique très significative. Tous les observateurs insistent sur la participation internationale à la manifestation (Allemands, Russes, Polonais, etc.) et relèvent l'absence presque totale du PNO.

D'ailleurs la *Voix du Peuple* garda le silence sur le discours d'Héritier. Pour se justifier, celui-ci dut recourir à des lettres aux quotidiens, n'ayant, écrivait-il, «aucune feuille pour me défendre». Il revendiquait son droit de «tenir haut et ferme le drapeau qu'on m'avait confié; si cela pouvait déranger des combinaisons électorales plus ou moins adroites, je n'avais pas à m'en préoccuper [...]. Je ne sais pas ce qu'il y a de plus déplacé, ou de faire l'éloge de la Commune en face d'un cortège qui s'est mis sous l'égide du drapeau rouge, ou venir parler de chemin de fer et téléphone et débiter un cliché électoral en froissant toutes sortes de susceptibilités légitimes, comme l'honorable M. Favon l'a fait». En somme, Héritier revendiquait le droit du socialisme à s'exprimer sur la tombe d'un homme tel que Becker.

C'était exactement l'opposé de ce que faisait le PNO qui, de surcroît, se trouvait entraîné sur une pente dangereuse. Malgré leur volonté d'apparaître comme les représentants des ouvriers en se faisant parfois plébisciter par certains syndicats, les députés et conseillers «ouvriers» se trouvaient happés par les exigences de la politique politicienne et des luttes personnelles. A l'automne 1887, l'élection du Conseil d'Etat allait les faire se déchirer. N'acceptant pas l'élimination de son candidat par les radicaux, la majorité du PNO décida de le maintenir sur une liste indépendante, malgré l'opposition de la plupart des députés «ouvriers» et de la *Voix du Peuple*. Nous n'entrerons pas dans le détail des polémiques, qui s'achèveront d'ailleurs devant les tribunaux. Les candidats radicaux furent élus avec 6 à 7'000 voix tandis que le candidat «ouvrier» Charles Bornand, député, n'en récoltait que 589.

Cet épisode montre un mécontentement grandissant de la base du PNO à l'égard de la tutelle radicale, mais il se solde par la division, qui sera encore accrue par la scission survenue chez les radicaux, en 1889. Les dissidents, qui se nommaient radicaux-nationaux, entendaient maintenir intégralement la ligne anticatholique du Kulturkampf. Ils trouvèrent des partisans au sein du PNO, dont plusieurs députés (Ch. Bornand entre autres). Ils présentèrent l'un d'eux au Conseil d'Etat, Robert Wintsch, contre ce qui subsistait du PNO et la *Voix du Peuple* qui, eux, soutenaient les radicaux-libéraux de Favon. Cette fois, le clivage n'est plus celui de 1887 et l'on voit des adversaires de la veille se réconcilier sur le dos de leurs nouveaux ennemis ! Affaiblis par la scission, les radicaux perdirent leur majorité au Conseil d'Etat et furent ainsi rejetés dans l'opposition pour huit ans.

Victoire conservatrice, divisions et querelles chez les ouvriers, l'expérience du PNO s'avérait des plus négatives. En examinant de près la biographie des protagonistes, on verrait qu'une grande partie d'entre eux appartenait aux métiers traditionnels de la Fabrique et possédaient tous les

◆ Louis Héritier. ◆

Nach längerem Leiden ist er im Kantonspital in Genf gestorben. Jung ist er von uns gegangen, kaum 57 Jahre alt, und doch gehörte er der Arbeiterbewegung schon lange an. Nur mit einer Primarschulbildung ausgestattet, wurde er Mechaniker; aber noch ganz jung schloß er sich der Bewegung an und fand in unserem Veteranen Joh. Philipp Becker einen väterlichen Lehrmeister und Freund. Später ging er nach Paris, neben der Brotarbeit in verschiedenen Stellungen sich wissenschaftlich ausbildend und stets in der socialistischen Bewegung thätig. Dann besuchte er Deutschland und trat in Beziehungen zur deutschen Partei und ihren Wortführern. Seit 1890 war er wieder in Genf, wo er Vorlesungen



an der Universität hörte und fleißig die Bibliothek benützte.

Er schrieb eine Geschichte der französischen Revolution von 1848.

Seit 1892 Großrat, war er unermüdtlich thätig für sociale Reformen. 1896 wurde er zum romanischen Adjunkten des schweizerischen Arbeiterssekretariats gewählt und arbeitete auf seinem Gebiet mit verzehrendem Eifer, bis seine Kräfte völlig erschöpft waren.

Eine große Menge, darunter Abordnungen aus allen Theilen der romanischen Schweiz, begleitete ihn zu seiner letzten Ruhestätte, dem Friedhof Saint-Georges, wo auch Becker ruht.

Tapfer, furchtlos und treu
bis zum Tod!

Louis Héritier

*Der Neue Postillon, IV n° 9,
septembre 1898, p. 2.*

traits des cabinotiers, ce qui explique leur identification aux diverses tendances du radicalisme. On comprend, dans cette situation, les jugements sévères de certains sociaux-démocrates alémaniques, que nous avons relatés par ailleurs. Le socialisme, s'il voulait s'implanter solidement à Genève, devait le faire sur d'autres bases et par d'autres personnes, d'autres équipes. C'est justement ce qui va se produire entre 1890 et 1892, quand interviennent toute une série de nouveaux militants qu'il nous faut brièvement présenter, par le biais de quelques figures emblématiques. Ce qui les caractérise, c'est, contrairement à la plupart des dirigeants du PNO, de ne pas appartenir au milieu traditionnel des ouvriers genevois et d'avoir une certaine distance à l'égard de l'environnement local, échappant ainsi à ses pesanteurs sociologiques, à son état d'esprit et à sa mentalité particulière. Ce qui les différencie des travailleurs genevois, ce sont des expériences politiques différentes, en d'autres lieux, voire même en d'autres pays.

Ce sont tout d'abord des Suisses alémaniques venus travailler à Genève, tel Frédéric Lobsiger (1870-1947) qui, jusqu'à sa mort, appartient sans interruption au Parti socialiste puis au Parti du Travail. Ferblantier, il était venu travailler à La Chaux-de-Fonds, sitôt son apprentissage achevé. Il y

devint membre du Grütli, le 29 janvier 1889, et appartint au petit noyau de socialistes, animé par le menuisier Lehmann, qui analysait et discutait les articles et tracts d'Albert Steck. En 1890, il part pour Montreux, puis pour Bâle, avant de se fixer à Genève dès 1891. Là aussi, comme à La Chaux-de-Fonds, il appartient au petit noyau socialiste qui se forme au sein du Grütli.

Autre Suisse alémanique, intellectuel celui-là : Rudolf Bommeli (1859-1926). Instituteur thurgovien, d'origine très modeste, il était allé poursuivre des études de sciences naturelles à l'Université de Zurich, où il avait subi l'influence du professeur de botanique Arnold Dodel, un matérialiste militant, fort proche des démocrates et des socialistes. Bommeli qui, toute sa vie, pratiqua en amateur la botanique et la paléontologie, se voua à la vulgarisation scientifique et fit paraître, chez l'éditeur socialiste Dietz, à Stuttgart, une histoire de la terre, publiée en livraisons à partir de 1892 et divers autres ouvrages. A ses dires, sa double qualité de «rouge» et de «sans Dieu» lui enlevait toute possibilité d'obtenir une place de la part des «potentats pédagogiques» de son canton. Venu à Genève en 1891, il y représentait un type nouveau au sein du mouvement ouvrier : l'intellectuel révolutionnaire.

Il en allait un peu de même avec Louis Héritier (1861-1898), qui était pourtant un pur Genevois. Fils d'un marchand de volailles catholique relativement aisé, Héritier était parti très jeune pour Paris où il subit, comme beaucoup, l'ascendant du blanquisme. Il milita au sein d'un des comités révolutionnaires d'arrondissement et, à la suite d'une manifestation sur la tombe du communard Ferré, à Levallois-Perret, le 7 novembre 1880, fut expulsé de France. Il était mécanicien de profession mais, grâce aux ressources de sa famille, il pouvait se permettre de ne pas travailler de son métier pendant certaines périodes et de consacrer alors tout son temps à fréquenter les bibliothèques et les cours universitaires. Il sera l'un des animateurs de la Jeune Suisse, un groupe de jeunes en révolte contre l'ordre établi. C'est alors qu'il se lia avec le vieux Johann Philipp Becker, dont il se proclamera toujours le «disciple». Le 30 juillet 1883, il prit la tête d'une manifestation de chômeurs, ce qui lui valut d'être emprisonné, jugé mais finalement acquitté. De 1884 à 1889, il est le plus souvent absent de Genève; il serait retourné à Paris, malgré son expulsion et y aurait travaillé comme journaliste, mais surtout, il vécut longuement en Allemagne, à Magdebourg et à Berlin, où il participa activement au mouvement socialiste, collaborant à divers journaux et revues. Cette remarquable expérience internationale, cette connaissance de l'intérieur du blanquisme et de la social-démocratie allemande, dont il sera un grand admirateur, ne cesseront de s'enrichir par les contacts qu'Héritier entretiendra avec les socialistes d'autres pays : étudiants russes, bulgares ou polonais rencontrés sur les bancs de l'Université, révolutionnaires italiens,

Cher Cit
 Je vous remercie beaucoup pour
 la lettre que vous m'avez fait envoyer
 afin de m'offrir le mandat ~~pour~~
~~de~~ d'orateur pour la fête du 1^{er}
 mai à Payerne. J'ai accepté le
 mandat puisqu'on a ici un nombre
 d'orateur suffisant. C'est, comme
 la autre année, le chef du radicalisme
 qui parle en français. J'ai donc écrit
 à Payerne à l'adresse que vous m'avez
 donnée pour faire savoir que je suis
 disposé de venir à Payerne et à
 y tenir le discours demandé. Naturelle-
 -ment à la condition que mon voyage
 me soit payé car personnellement
 je n'ai pas les moyens de faire cette
 dépense. Jusqu'à présent je n'ai
 pas reçu de réponse. Mais enfin si
 j'allais à Payerne peut-être serait-il
 possible à nos partisans de Venchatel
 d'organiser une conférence sur le but
 de la social démocratie. Je parlerai et
 peut-être pourrait-on gagner ^{quelques} ~~quelques~~ ^{partisans}
 pour venir à ce sujet. ~~Il y a~~ ~~des~~ ~~travaux~~ ~~à~~ ~~faire~~ ~~à~~ ~~ce~~ ~~moment~~ ~~là~~ ~~à~~ ~~ce~~ ~~moment~~ ~~là~~ ~~à~~ ~~ce~~ ~~moment~~ ~~là~~

Carte de Louis Héritier au Comité central d'organisation du Premier Mai, à Berne
 (avril 1892).

dirigeants socialistes les plus divers avec lesquels il entra en relations. Ajoutons qu'il est l'auteur d'articles et d'un livre sur l'histoire du mouvement ouvrier et des révolutions. Il avait à la fois l'étoffe d'un dirigeant, d'un homme d'action et d'un théoricien.

Le petit groupe de socialistes suisses, dont les traces remontent au moins jusqu'en 1885, n'avait eu, à Genève, qu'une existence intermittente. Certes il y a toujours eu, de 1885 à 1892, une cinquantaine d'adhérents du Parti suisse, mais c'étaient presque exclusivement des Alémaniques et leur organisation, n'exerçant aucune activité, disparaissait régulièrement pour se recréer un peu plus tard.

Au début de 1892, la situation avait changé et permettait un nouveau départ, sur des bases différentes. D'abord, grâce à ces nouveaux militants, une petite équipe homogène et active a pu se constituer. Ensuite parce que la situation politique se modifiait. Le radicalisme, divisé, rejeté dans l'opposition depuis 1889, conservait néanmoins une partie de sa force d'attraction. Mais les désillusions à son égard commençaient à s'exprimer plus nettement; l'introduction de la proportionnelle, en 1892, allait permettre aux éléments socialistes de se présenter sous leur propre drapeau sans être accusés de porter atteinte au Progrès en faisant le jeu des conservateurs.

Dès mars 1892, le Parti se reconstituait : 10 membres à sa première séance, 20 à la deuxième, 60 lors de la constitution définitive, en juin. En même temps, le 1er mai 1892, naissait un nouveau journal, la *Fédération*, «organe des chambres syndicales et des sociétés ouvrières de Genève», paraissant tous les quinze jours. Contrôlée par les délégués de ces organisations, la nouvelle feuille était largement ouverte à la propagande socialiste, contrairement à la *Voix du Peuple*, qui avait disparu.

Cette nouvelle orientation apparaît déjà dans la célébration du 1er Mai. En 1890, seule une petite minorité d'Alémaniques, d'étudiants de nationalités diverses et d'anarchistes avait organisé une petite manifestation durant les heures de travail, se rendant en cortège dans une guinguette des environs. Les organisations syndicales et ouvrières genevoises s'étaient contentées d'un meeting, le soir, avec Georges Favon. En 1891, ces mêmes organisations, rejointes d'ailleurs par l'embryon du Parti social-démocrate, avaient repoussé la manifestation au dimanche 3 mai, où quelque 500 participants avaient défilé à travers la ville pour entendre à nouveau Georges Favon et le socialiste bâlois Wullschleger en allemand. Deux jours auparavant, le 1er, seuls quelques anarchistes, en grande partie étrangers, avaient manifesté, l'après-midi. Plusieurs d'entre eux seront d'ailleurs expulsés du canton pour cela.

En 1892, le 1er Mai tombait un dimanche, ce qui écartait toute discussion sur l'opportunité du chômage et favorisait le caractère unitaire de la mani-

Maifeier 1892.

Resolution.

Die heutige, ungefähr 3000 Personen zählende Volksversammlung zur Feier des 1. Mai in Gesnera, nach Anhörung eines sachbezüglichen Referates,

beschließt:

- 1) Mit allen gesetzlich zu Gebote stehenden Mitteln dahin zu wirken, daß die Arbeitszeit in allen Berufsarten, besondere Verhältnisse vorbehalten, in stufenweisem Vorgehen bis auf höchstens acht Stunden täglich abgekürzt werde;
- 2) zu diesem Zwecke insbesondere die Organisation der Lohnarbeiterschaft aller Berufszweige und deren soziale Reformbestrebungen aus allen Kräften zu fördern und zu unterstützen;
- 3) in diesen Bestrebungen sich mit der Arbeiterschaft aller Völker solidarisch zu erklären und den hieraus entspringenden internationalen Verpflichtungen jeweilen nach besten Kräften freudig gerecht zu werden.

Gesnera, den 1. Mai 1892.

für die Versammlung,

Der Tagespräsident:

Fritz Thiébaud

La résolution unique adoptée lors des manifestations du 1er Mai 1892.

La signature du président est celle de Fritz Thiébaud, qui sera élu au Conseil d'Etat en 1897.

festation. Les termes mêmes de l'affiche, contresignée par la quasi totalité des organisations ouvrières, témoignent d'un net changement, d'une affirmation plus décidée de la classe ouvrière, d'une définition plus claire de la signification attribuée à la journée : la revendication des huit heures, bien sûr, mais aussi la reconnaissance de la solidarité internationale des travailleurs, la condamnation des haines nationales et de la course aux armements. Même ton dans le premier numéro de la *Fédération*, paru à cette occasion, où un article oppose les manifestations de 1890-1891 à ce que sera celle de 1893 : «Alors ce ne sera plus la démonstration platonique du premier dimanche de mai – une conférence faite au milieu d'une fête champêtre – qui doit faire naître un sourire moqueur sur les lèvres de nos employeurs», mais une véritable journée de lutte, marquée par l'interruption du travail.

En 1892, on n'en était pas encore là et le hasard du calendrier permettait en quelque sorte de reprendre des forces avant l'affrontement de 1893. L'orateur de langue française était encore Favon, flanqué de Bommeli en allemand et du professeur Maurice Schiff en italien. Ce dernier, un Allemand qui avait dû s'exiler à la suite de sa participation aux mouvements révolutionnaires de 1848-1849, avait enseigné à Florence avant de venir à Genève, d'où sa connaissance de la langue de Dante.

Autre élément à relever : pour la première fois, le petit noyau des sociaux-démocrates, avec l'aide de leurs camarades allemands (lesquels n'adhéraient pas au Parti suisse), avait mis sur pied une véritable entreprise de formation théorique des militants. A l'instar du Parti socialiste d'Allemagne, Bommeli avait créé, au début de 1892, une Agitationsschule où, par des cours suivis, on instruisait les membres. Cela se faisait généralement en allemand, mais il y avait aussi des réunions dans les deux langues, comme cette «assemblée familière» du «Parti socialiste démocrate» et du Grütli à laquelle parlent Héritier et Bommeli, le 26 juin, et qui est consacrée à Lassalle. La *Fédération* la commente en ces termes : «A l'heure actuelle, nous répétons que c'est un des premiers devoirs de l'ouvrier de s'habituer, de se rompre même à toutes les discussions touchant sa position, son existence et ses droits [...]. Il faut donc que les travailleurs se créent une sorte de vie enseignante, qu'ils s'arment de plus en plus de toutes les vérités qui sont en leur faveur. A cette condition seule ils formeront un parti capable de défendre leurs intérêts de classe si particuliers, à cette condition seule ils sauront exiger ce qui est vraiment susceptible de transformer leur malheureuse position. C'est en faisant un prolétariat intelligent des questions économiques qu'on a fait un véritable parti du prolétariat en France et en Allemagne et partout où il existe. C'est de cette façon qu'on est arrivé à faire sortir de la classe ouvrière de véritables orateurs et écrivains distingués, dont le remarquable

talent a été tout entier consacré à l'affranchissement de leur classe. Il serait temps que cette vaste école, formée par la classe ouvrière, qui a fourni de si grandioses résultats en Allemagne, commençât à exister chez nous».

L'auteur de ces lignes se faisait sans doute quelques illusions quant à l'état réel du mouvement socialiste en France et en Allemagne; mais l'intérêt du texte est ailleurs, il est dans sa visée : celle d'un parti conçu comme un vaste «éducateur collectif», comme un lieu où, par la discussion incessante de la condition ouvrière, s'élabore une théorie sociale nouvelle et où se forme une élite ouvrière capable de mettre en oeuvre et de traduire en actes politiques cette théorie.

Cependant, malgré son activité, le Parti social-démocrate suisse demeurait une minorité parmi les travailleurs genevois organisés; il était toujours constitué en majorité par des Alémaniques. Ses membres prenaient part aux discussions qui se tenaient au sein des deux sections du Grütli (romande et alémanique), ainsi qu'à l'Association ouvrière économique et sociale. Ils y diffusaient ainsi leurs idées et y gagnaient quelques adhérents. Mais c'était insuffisant. Aussi, en vue des élections au Grand Conseil de l'automne, ces trois organisations et le Parti, qui avaient déjà collaboré dans la campagne en faveur de la proportionnelle, formèrent un comité électoral ouvrier socialiste, dont les réunions seront ouvertes à tous, et plus particulièrement aux délégués des syndicats. On y débatta longuement, au cours de nombreuses séances, d'un programme et on y dressera une liste de candidats. On avait la volonté de faire élaborer l'un et l'autre par la base, par les représentants attitrés et mandatés des organisations ouvrières. C'est ainsi que se constituera le Parti ouvrier socialiste dont la *Fédération* définissait ainsi le rôle : «Ce doit être un parti distinct, sur le terrain de la lutte de classes, pour arriver, bien entendu, à la suppression de toutes les classes par l'égalité. [Ses membres] ne doivent faire alliance avec aucun parti bourgeois et considérer que le but n'est pas uniquement, et à tout prix, la conquête des pouvoirs publics (ôte-toi de là que je m'y mette) mais surtout, par les conférences, par les réunions, par les assemblées populaires, par les brochures, par les journaux, l'éducation des masses pour développer en elles le sentiment de la résistance acharnée à l'exploitation capitaliste et religieuse dont elles sont victimes». Et Louis Héritier, dans une brochure parue à la veille des élections, reviendra sur ce rôle du Parti ouvrier socialiste : «Ce n'est pas seulement de petites réussites législatives dont dépend son affranchissement [du prolétariat], mais aussi du réveil de la conscience que la foule doit avoir de ses droits. La classe ouvrière doit pouvoir librement travailler à l'accomplir, ce réveil, en proclamant hautement ce qui est l'expression de ses intérêts sans qu'on puisse lui reprocher de compromettre des situations politiques par des revendica-

tions prématurées».

L'adoption d'un programme reposant sur de tels principes n'était pas des plus faciles. Certains, comme Fritz Thiébaud, ancien «député ouvrier», horloger, qui deviendra le premier conseiller d'Etat socialiste en 1897, auraient préféré un programme analogue à ceux que l'on avait connu jusque-là et s'opposaient aux vues d'Héritier et de ses amis.

Il faut bien se rendre compte que le nouveau Parti socialiste ouvrier, formé des membres du Parti social-démocrate de Suisse, de ceux du Grütli, de ceux de l'Association ouvrière économique et sociale et d'une douzaine de syndicats qui y adhéraient collectivement, constituait un conglomérat d'éléments assez hétéroclites. Les uns s'étaient à peine séparés du Parti radical : en juin 1892, Fritz Thiébaud était encore vice-président de l'Association radicale-libérale de la Ville; certains étaient même tellement liés avec ce parti qu'ils avaient, peu auparavant, signé ses proclamations contre la représentation proportionnelle : c'était le cas du typographe Alexandre Triquet, qui sera le premier conseiller national socialiste genevois, en 1897. D'autres, profondément enracinés dans le milieu ouvrier de la Fabrique, en partageaient l'état d'esprit et ne pouvaient admettre certains principes du programme. Ainsi le graveur Louis Delrieu, unanimement dépeint comme «l'incarnation complète du type de l'ancien ouvrier genevois», qui avait été «député ouvrier» des radicaux-nationaux, demeurait très attaché à l'Eglise nationale protestante, élément constitutif de la «nation genevoise». «La suppression du budget des cultes inscrite sur notre programme lui fit donc craindre pour l'Eglise protestante nationale», lira-t-on, bien des années après, dans sa nécrologie. «Il se sépara de nous sur ce point, mais sur ce point-là seulement, sans jamais avoir ressenti ni manifesté la moindre inquiétude des idées collectivistes révolutionnaires, dont il avait fort bien compris, pourtant, le sens et la portée».

Ajoutons à cela les anciens clivages résultant des déchirements et des rivalités remontant à l'époque du PNO et nous aurons une idée des difficultés qu'allaient rencontrer les animateurs du nouveau parti.

Très habilement, les radicaux, malgré leur mauvaise humeur, se gardèrent bien d'attaquer de front la nouvelle formation; ils gardèrent ainsi de bons rapports avec les éléments de leur aile gauche qui avaient passé au socialisme et qui constitueront, au sein de celui-ci, un point d'appui dont l'utilité apparaîtra au cours des années suivantes. La création d'un parti socialiste autonome ne signifie donc pas la rupture complète avec le radicalisme, on s'en apercevra rapidement.

On peut d'ailleurs se demander dans quelle mesure, chez certains tout au moins, l'acceptation du programme socialiste ne fut pas quelque chose de purement formel, ne répondant nullement à une conviction profonde.

D'ailleurs, aussi étrange que cela puisse nous paraître, le programme, et surtout l'appel qui le précédait, ont paru en deux versions : l'une française, l'autre allemande, de couleur et de ton fort différentes ! En somme, un manifeste «Pile et face», pour reprendre le titre d'un article du *Journal de Genève* qu'il vaut la peine de citer : «Les chefs du parti ouvrier et socialiste semblent être des gens très malins. Ils ont une double clientèle à ménager ou à conquérir. D'une part les ouvriers genevois, gens paisibles, assez bourgeois, exerçant pour la plupart des métiers artistiques relativement rémunérateurs, travaillant souvent à domicile, ignorant les méfaits de la grande industrie; de l'autre, les ouvriers de la Suisse allemande, adonnés de préférence à certains gros métiers. Les premiers sont gens frondeurs, railleurs, un peu sceptiques; de même que leur oeil exercé est habitué à discerner les moindres imperfections des rouages d'une montre compliquée, leur esprit va droit au point faible des constructions utopiques de certains rénovateurs sociaux : c'est dire qu'ils sont peu révolutionnaires. Les autres ont un tout autre tempérament, une tout autre éducation politique. Rêveurs, concentrés, épris de logique et dépourvus de sens critique, une fois qu'une idée s'est emparée de leur esprit, ils la poussent immédiatement à ses conséquences extrêmes.

«A ces deux catégories d'électeurs, il faut des langages différents. Ce qui paraîtrait tiède aux premiers pourrait être trop bouillant pour les autres. Le comité s'en est tiré en rédigeant deux manifestes, l'un en français, l'autre en allemand.

«Le manifeste français est incolore : pur style bourgeois, phrases vides et insignifiantes; en présentant le programme, on se garde d'en donner un commentaire qui pourrait effrayer. On insiste au contraire sur son caractère pratique et réalisable».

Le texte allemand, tout différent, trace un parallèle entre la lutte menée par la bourgeoisie un siècle auparavant et celle du prolétariat, en 1892, pour se libérer du salariat. Et l'organe conservateur, citations à l'appui, mettait le doigt sur les contradictions entre les deux versions du programme.

Quant au choix des candidats, il s'était fait, en principe, sur proposition des sociétés ouvrières qui avaient participé aux réunions. Les futurs députés devaient être les mandataires des syndicats et autres associations ouvrières et rendre compte devant eux de leur activité parlementaire. Dans cette désignation, les anciens «députés ouvriers» semblent avoir bénéficié de leur position acquise, car on les retrouve nombreux sur la liste et, souvent, les électeurs les préféreront aux hommes nouveaux. Le syndicat des typographes avait refusé de prendre part à l'élaboration des listes et aux élections; cela n'empêcha pas Triquet, qui en était membre, de figurer parmi les candidats et d'être élu.

Le 13 novembre 1892, le Parti ouvrier socialiste remportait 8 sièges sur 100 au Grand Conseil : quatre dans la circonscription de la ville et deux dans chacune des deux autres (rive gauche, rive droite). En ville, il avait réuni 11,35% des suffrages, 4,4% sur la rive gauche et 5,91% sur la rive droite. C'était un résultat honorable mais qui déçut quelque peu les militants, qui avaient espéré beaucoup mieux.

Dans son assemblée du 12 mars 1893, le Parti ouvrier socialiste, qui était alors composé de 14 syndicats et de 6 sociétés ouvrières politique, décidait à l'unanimité d'adhérer au Parti social-démocrate de Suisse. Ainsi s'achevait définitivement le long chapitre, fertile en rebondissements, de la lente gestation du parti. Néanmoins les ambiguïtés qui avaient présidé à sa naissance demeuraient et, plus tard, hypothéqueront son développement.

* Ce texte donne un aperçu d'événements et de problèmes qui seront traités d'une façon plus complète dans notre ouvrage sur les débuts du Parti socialiste à Genève, à paraître en 1989 dans la collection «Collège du Travail de Genève», diffusion Editions d'En Bas. Aussi, pour des raisons de place, avons-nous renoncé à indiquer en notes toutes les sources utilisées.